

L'HOMME LIBRE

POUR LA BELGIQUE :
 Un an 4.00 fr.
 Six mois 2.00 fr.
 Trois mois 1.00 fr.

Organe de Combat
 pour l'Émancipation des Travailleurs
 PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS

POUR L'EXTÉRIEUR :
 Un an 5.00 fr.
 Six mois 2.50 fr.
 Trois mois 1.25 fr.

ADMINISTRATEUR : F. PINTELON.

SAMEDI, 22 AOUT, à 8 heures du soir, en la
 Salle Rufens, rue des Briggittines,

GRAND MEETING PUBLIC et contradictoire.

ORDRE DU JOUR :

- 1° Le Congrès de Bruxelles a-t-il le droit de prendre le titre de socialiste ?
- 2° Anarchisme et socialisme.

Les délégués au Congrès international sont spécialement invités à prendre part à la discussion.

NOTRE MEETING

Le meeting que nous avons convoqué pour samedi soir est la réponse que nous donnons à l'ostracisme dont nous avons été l'objet au Congrès socialiste.

Nous invitons les « meneurs » de la classe ouvrière à venir répondre à nos arguments concernant, non leurs personnes, mais les principes et la tactique qu'ils suivent. Nous leur prouverons qu'ils ne sont plus des socialistes, mais des démocrates très pâles et que s'ils sont sur la voie d'arriver au Parlement, ils mènent le Proletariat à la désillusion et à la défaite.

Qu'ils viennent donc se défendre ; nous assurerons la parole à un orateur socialiste après chaque orateur anarchiste.

Ce meeting est un défi. S'ils ne le relèvent pas, nous aurons le droit de dire qu'ils sont persuadés de leur tort et que de plutôt que se tromper, ils trompent leur public.

LES ANARCHISTES au Congrès international.

Le sort en est jeté !

Désormais toute confusion est impossible.

Ce qui nous restait de confiance dans la bonne foi, la clairvoyance et la sincérité de ceux qui se déclarent et sont malheureusement encore les chefs du Parti ouvrier organisé s'est complètement dissipé.

Non pas que nous n'ayons prévu ce qui vient d'arriver ; mais jamais pourtant il n'était venu à l'idée d'aucun d'entre nous que la crainte de voir des anarchistes assister à ce congrès et d'y développer sur chacune des questions à l'ordre du jour leurs appréciations put effrayer à tel point cet aréopage de chefs socialistes dont les plus petits sont au moins députés ou futurs députés.

Faut-il tout de même que la vérité soit

éblouissante pour qu'on fasse de si grands efforts pour l'obscurcir !

Que l'on ne prétexte pas que c'était pour empêcher le désordre que l'on nous a exclus : nous étions à peine une vingtaine contre trois cents.

La vérité, c'est que seuls dans cette masse de délégués venus des quatre points de l'univers nous sommes restés fidèles aux principes fondamentaux du socialisme ; seuls nous avons gardé notre rouge étendard vierge de tout marché, de toute compromission avec nos éternels ennemis : la bourgeoisie et le gouvernement ; seuls, dans cet immense torrent entraînant tous les appétits, toutes les soifs, nous sommes restés attachés à nos convictions, préférant, comme le disait notre camarade Fernandez Gramos, marcher à la potence ou à l'échafaud que de renier une parcelle de nos principes.

Notre présence dans ce cénacle rappelait trop l'abnégation et le désintéressement que l'on devrait apporter toujours dans la lutte sociale, pour que l'on put nous admettre, nous eussions été là comme un reproche vivant des palinodies sans nombre que tous ces chefs ont faites pour se créer la situation que leurs comparses leurs envient.

« Sus à ces pelés ! Mort à ces misérables qui répudient la prostitution politique au même titre que la plus noire trahison ». Tels furent les cris qui s'échappèrent de cette enceinte.

Nous nous étions imaginés être dans une assemblée d'hommes ; en réalité nous n'étions que dans une grenouillère.

La frayeur et la haine furent si intenses qu'à un moment donné un député allemand — que nous pourrions citer, si on y tient — menaçait notre ami Merlino de voies de fait !

Pauvre ami ! Si la police ne t'avait arrêté et chassé du pays, ces messieurs t'eussent fait payer chèrement ta témérité !

Les marchands du temple ne durent pas être plus furieux lorsque le Christ les en chassa.

..

Un mot pour terminer.

Dans une improvisation aussi tonitruante qu'absurde, le pitre de la parade, cherchant à détruire d'un coup de trompette (ô Jéricho !) ce qui pouvait bien rester d'estime et de considération pour les anarchistes, déclara que nous n'avions que la dynamite à opposer à l'Etat, tandis qu'eux, les stercoraires de la question sociale, veulent s'en emparer, — ce dont nous n'avons jamais douté un seul instant.

Mais, pauvre charlatan, si les anarchistes n'avaient que cela à opposer aux institutions qu'ils attaquent, la société bourgeoise en serait encore à son printemps. Car si nous attaquons l'Etat, c'est que nous l'avons analysé dans son origine, dans son évolution, dans ses effets, et que nous sommes arrivés à cette constatation que quels que soient les hommes qui le personnifient, s'appellent-ils Liebknecht, Bebel, Domela, même Kropotkine, ou vous même puisque vous y tenez tant, il ne pourra jamais enfanter que la tyrannie.

Votre petit Parlement en herbe, qui s'est réuni cette semaine, en est un échantillon !

Nous parlerons longuement du Congrès socialiste international dans notre prochain numéro.

Dans le présent numéro nous nous bornerons à reproduire les résolutions que nous n'avons pu présenter au Congrès, duquel nous avons été exclus en partie par le bureau et sa « claque » et en partie... par la police.

Voici donc ces résolutions, qui forment dans leur en-

RÉSOLUTIONS ANARCHISTES

I. — Sur la question de la législation du travail.

Attendu que, la réduction de la durée journalière du travail, ni aucune autre restriction apportée à l'exploitation capitaliste ne pourra améliorer réellement et durablement la condition générale de la classe ouvrière, tant qu'il y aura des ouvriers sans travail, et que le capitaliste pourra prolonger le chômage annuel de l'ouvrier par l'introduction de nouvelles machines, par la concentration des exploitations et d'autres expédients ;

Attendu que la condition effective de l'ouvrier se ressent aussi du système commercial, des monopoles et coalitions industrielles, des spéculations et des agiotages ; et que, non moins nuisibles pour la classe ouvrière sont les droits protecteurs, les impôts en général, les tripotages et les autres moyens par lesquels l'Etat enrichit les capitalistes et parfois les crée et les alimente de son budget toujours grossissant ;

Le Congrès déclare que le Proletariat doit lutter contre l'entier système capitaliste, commercial et politique actuel, pour aboutir, ainsi que le dit le rapport de la section anglaise, à l'émancipation de la classe ouvrière et à l'abolition de toute classe gouvernementale.

II. — Sur la question du parlementarisme.

Le Congrès est d'avis que la meilleure tactique que puisse adopter la classe ouvrière, ne fût-ce que pour arracher, si possible, des concessions à la bourgeoisie, c'est d'organiser la grève des urnes, de faire le vide autour des Parlements et des Gouvernements, et d'exercer une pression du dehors sur les pouvoirs publics.

III. — Sur la question de l'alliance avec des partis bourgeois.

Le Congrès adhère à la vieille maxime de l'Internationale : le bourgeois c'est l'ennemi.

IV. — Sur la question du militarisme.

Le Congrès est convaincu que le militarisme et le fonctionnarisme sont des plaies inséparables de tout Gouver-

nement et ne disparaîtront qu'avec le système politique et économique actuel.

V. — Sur la question de l'organisation.

Le Congrès invite toutes les organisations ouvrières et socialistes à se décentraliser, à se défaire des comités centraux et de tout leur attirail autoritaire et à rendre entière autonomie aux groupements locaux.

VI. — Sur la question de la coalition et des grèves.

Le Congrès affirme la nécessité d'étendre le plus possible le mouvement de résistance et de lutte contre le capital et stigmatise toute tentative d'entraver la libre action des travailleurs et de les acculer à la légalité.

VII. — Sur la question de l'agitation du 1^{er} mai.

Le Congrès déclare que le 1^{er} mai doit être un jour de lutte et de cessation générale de travail, et non pas un jour de fête.

Encore le Congrès.

Le Congrès international du Parti ouvrier a été pour le prolétariat une nouvelle et sanglante déception; il faut espérer que ce sera la dernière et que les travailleurs apprendront une bonne fois à connaître quels sont leurs plus cruels ennemis.

Que d'illusions! Que de promesses! Que d'hypocrisie!

On a l'air de tendre la main, d'ouvrir les bras à tous les éléments révolutionnaires, aux socialistes du monde entier; on feint de se dépouiller de tous les anciens préjugés et de laisser de côté les honteuses questions personnelles, et, dès le premier jour, on a occasion de voir qu'on n'a pas fait un seul pas en avant, qu'on en est toujours là, aux petites misères, aux petites ambitions de quelques déclassés qui trouvent fort agréable le métier de chefs de parti et qui n'ont autre chose à faire que bien étudier leur rôle de meneurs pour mieux surprendre la bonne foi de cette foule anonyme à qui l'on jette la poudre aux yeux, au moyen de fêtes et de gros mots dépourvus de sens pratique.

Et on passe le temps à ne rien faire du tout. Le commérage seul est à l'ordre du jour. On flatte les amis et les alliés d'aujourd'hui, qui redeviendront forcément les ennemis de demain, et on exclut au contraire ceux qu'on juge être des adversaires qu'on ne peut mener sans y voir un peu clair.

Et pendant que le mineur étouffe au fond de son sépulcre et demande de l'air pour ses poumons et des armes contre le grisou et le patron qu'il craint également; pendant que le prolétaire, de tous les pays cache au fond de son cœur le désir de vengeance et de lutte et cherche le moyen de faire cesser une situation insoutenable, ces chers messieurs ne trouvent rien de mieux que d'organiser fêtes sur fêtes, tâchant d'endormir ainsi le peuple comme autrefois les empereurs romains l'abrutissaient par les combats de gladiateurs, et comme aujourd'hui même les gouvernements l'endorment par des questions de patriotisme ou par des réformes illusives.

L'armée socialiste en présence.

Nous empruntons au *Soleil*, de Paris, une étude très intéressante sur les différentes organisations du Parti socialiste international, sur ses chefs, ses divisions, ses controverses et querelles intestines.

Profitons pour en donner un extrait, de ce que le grand Congrès international discute la meilleure façon de banqueter et d'excursionner et de ce que les chefs du Parti ouvrier belge digèrent le plat anarchiste aussi facilement que certains d'entre eux digéraient naguère des poulets au détriment de leurs gobeurs :

LES PARTIS SOCIALISTES

L'armée socialiste révolutionnaire, en France, se divise actuellement en quatre grands camps; possibilistes, marxistes, blanquistes et anarchistes. Chaque camp a sa tactique et son credo particuliers.

LES POSSIBILISTES

Les possibilistes se composent de la fraction la plus nombreuse et la plus modérée de la classe ouvrière.

Quoique imbu des théories de Karl Marx, visant la suppression des classes, l'émancipation économique des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, la socialisation du sol, du sous-sol, des instruments de production, les canaux, les chemins de fer, la suppression des privilèges et monopoles, la désindividualisation de la propriété, la destruction de tout pouvoir politique, et... les possibilistes ne visent tout bonnement que la conquête du pouvoir gouvernemental et ce sont les partisans du quatrième Etat, dit ouvrier. Pour l'édifier, ils ne reculent devant aucune compromission avec leurs adversaires politiques, lâchant bribes par bribes leur programme révolutionnaire et arrivant ainsi dans les conseils élus à la Chambre par les voies les plus légales. On les a surnommés les opportunistes du Parti de la Révolution. Le camp possibiliste, divisé en deux fractions rivales, a pour généraux Brousse, Lavy, Allemane et Dumay.

LES MARXISTES

Les marxistes ou guesdistes, car Jules Guesde est le véritable vulgarisateur des conceptions socialistes de Marx, sont les frères ennemis des précédents. Restés fidèles à leur programme jusqu'à ces dernières années, ils ont fini par l'abandonner avec désinvolture. Il paraît que, chez eux aussi, l'œuvre d'émancipation de la classe ouvrière est reconnue impossible aux seuls ouvriers. Les Guesde et Lafargue, qui canalisent les forces collectivistes, ont maintes fois quitté le terrain révolutionnaire pour mettre le pied sur la voie parlementaire — trahison, suivant Marx, — ce sans aucun succès. Le triomphe de ceux-ci ce serait l'affirmation de l'effroyable tyrannie de l'État-Patron, matant toute initiative, écrasant toute individualité sous des formules scientifiques... Camp peu important, composé d'un nombreux état-major sans troupe dont les quartiers-généraux sont Montluçon, Lille, Bordeaux, Saint-Étienne, Troyes et Reims. A la spécialité des foyers électoraux; possède cependant à la Chambre Baudin, Feroul et le blousier Thirrier.

LES BLANQUISTES

Les blanquistes, bien que se recommandant de Blanqui, n'ont aucune formule sociologique, aucune visée économique. Ce sont de simples révolutionnaires, de perpétuels mécontents politiques, anarchistes de tempérament seulement, s'en prenant toute leur vie, comme leur ami Rochefort, aux hommes qui ont le pouvoir, sans jamais comprendre que c'est le pouvoir qui rend les gouvernements ce qu'ils sont. Ils avaient placé leur idéal gouvernemental sous l'étiquette de Bonaparte, Fudes et Rouillon furent leurs inspirateurs. Les conseillers municipaux Chauvière et Vaillant, les députés Jourde, Granger et Ernest Roche les ont remplacés avec avantage... si l'on veut.

LES ANARCHISTES

Les anarchistes ont presque tous appartenu à chacun des trois camps ci-dessus désignés. Ils s'en sont détachés en reconnaissant que les neuf dixièmes des socialistes de marque n'étaient que de vulgaires ambitieux, ne rêvant le bouleversement de l'état bourgeois qu'afin d'en tirer personnellement profit. Leurs effectifs grossissent chaque jour. Les socialistes veulent la désindividualisation de la propriété matérielle; les anarchistes vont plus loin: ils prêchent la désindividualisation de la propriété intellectuelle, sapant ainsi le principe d'autorité morale.

C'est le camp révolutionnaire le plus éclairé et le plus actif. Chacun y suit sa propre impulsion, n'obéit qu'à sa volonté, n'est responsable que de son initiative. Ni chapelle, ni mot d'ordre. Le rêve de ces hommes: une société dont la forme concrète peut se définir en deux mots: *Fédéralisme économique*, sans hiérarchie ni autorité, car ils ont foi en la prophétie du philosophe Fichte: « Un jour viendra où les hommes seront assez conscients pour se passer de tout intermédiaire gouvernemental dans leurs relations réciproques. »

La lutte entre ces libertaires et les socialistes autoritaires est sans merci.

LE SOCIALISME EN EUROPE

La répression sanglante qui a suivi chaque révolution a éparpillé rapidement sur le sol universel les éléments socialistes dont la France est le principal foyer; les persécutions ont toujours fortifié les partis persécutés.

Aujourd'hui, la vieille Europe est envahie par le socialisme. Dans les pays latins, en Espagne, en Italie, les collectivistes travaillent sans relâche, mais ils sont distancés par l'élément anarchiste dans les villes industrielles et dans les campagnes où sévit si cruellement la crise agricole.

En Angleterre, ce sont les *Trade's Unions*, associations puissantes de travailleurs plus modérés que les possibilistes français. Leur chef autorisé est M. Burns. Un esprit invétéré d'ordre et de loyalisme arrête leur élan révolutionnaire. Les réfugiés internationaux, les loqueteux irlandais, les désespérés des workhouses seront les véritables révoltés de demain.

En Allemagne, Liebknecht, Bebel, Volmar ont dompté, caporalisé trois millions de *social-démocrates*. Les troupes eussent déjà culbuté l'empire sans la défection des chefs qui ont répudié depuis vingt ans leur ancien révolutionnarisme pour tomber dans une opposition des plus parlementaires et surtout des plus lucratives. Bien que l'esprit germanique méthodique à l'excès et façonné par l'autoritarisme se prête à la discipline, il est plus que probable que l'empire socialiste rêvé par Liebknecht sera débordé par la masse que travaillent sourdement les anarchistes dont Most et Hasselmann furent les premiers inspirateurs.

En Autriche-Hongrie, les anarchistes l'emportent sur les autres partis, comme nombre et comme tactique et comme audacieuse énergie. Vienne, Prague, Gratz, les districts houillers de Bohême sont leurs principaux centres d'action.

En Belgique, Hollande, Danemark, Suède, Norvège, le parti de la coopération évolue sous la poussée très pacifique du réformisme légal.

C'est en Russie que le mouvement social se manifeste le plus lentement. La population mystique et ignorante se prête peu aux rares tentatives de modifications sociales. Le mouvement nihiliste dirigé par la classe intelligente, la jeunesse instruite des villes n'est guère que politique. La Russie, à la fin de ce siècle, servira de gendarme à la bourgeoisie.

LE SOCIALISME DANS LES PAYS NEUFS

De l'Europe épuisée s'en vont chaque année sur le continent américain des millions de misérables, de vaincus haineux. Et l'antagonisme entre le capital et le travail éclate partout. Dans l'Amérique du Sud, les anarchistes français, espagnols et italiens militent à Montevideo, Rosario, Santa-Fé, Buenos-Ayres, à la Plata, au Paraguay.

A Chicago, ancien foyer anarchiste, ce mouvement s'est un peu ralenti depuis l'exécution de Spies, Parsons, Engels, Fischer et Lingg. Des noyaux socialistes se forment à Boston, New-York, Philadelphie, Milwaukee.

Powderby à la tête des « Chevaliers du Travail », Henry George demandant la nationalisation du sol, sont impuissants à calmer les revendications des partis ouvriers.

En Australie, à Melbourne, le prolétariat irlandais, allemand, italien joue des coudes.

Demain, sous la poussée des événements et des besoins matériels toujours grandissants, le continent noir à son tour sera envahi.

Tel est, au vol de la plume, l'exposé des forces socialistes internationales.

Les monopoles et le Parti ouvrier.

Nous avons un monopole international des pétroles.

« Le monopole international des pétroles sera sous peu un fait accompli. L'accord entre M. Rothschild et M. Rockefeller, le directeur de la « Standard Oil Company », est désormais établi; on n'en pouvait pas douter, vu les énormes bénéfices qu'on en doit retirer. Il paraît que MM. Rothschild et Rockefeller se sont entendus au sujet du prix et de la qualité des pétroles, mais ils n'ont pu jusqu'ici se mettre d'accord sur les marchés qu'on assignerait à chaque associé.

» Dans l'Allemagne du Nord, le monopole américain est déjà établi; les marchés de l'Allemagne du Sud suivent depuis longtemps les cours de l'Allemagne du Nord établis par le monopole. D'ailleurs, c'est l'Amérique qui fournit de beaucoup la plus grande quantité de pétrole qu'on consomme en Allemagne, ainsi qu'il ressort des chiffres ci-après qui indiquent l'importation qu'on y fait des différents pays :

États-Unis	549,772 tonnes
Pays-Bas	15,325 —
Belgique	30,917 —
Russie	44,520 —
Autriche-Hongrie	5,372 —

» Le pétrole qu'on importe de la Hollande et de la Belgique est sans doute de provenance américaine. Il paraît qu'aucun gouvernement ne s'opposera à ce qu'on établisse une exploitation si odieuse, eu égard à son caractère international. Le monopole aura pour effet de balayer tous les industriels et les négociants qui vivent de la production et du commerce du pétrole: ils seront tous ruinés. »

C'est ainsi que s'exprime le *Peuple* du 13 août, première page, troisième colonne. Quelques lignes plus haut, dans un article de fond, le même journal, qui combat le monopole international des pétroles, préconise la « monopolisation par l'État de la fabrication du tabac » : « Sans aller jusqu'au monopole extrême, comme en France, où l'État est vendeur, fabricant et même surveillant ou chef de culture, — écrit M. Volders — on pourrait facilement, tout en y trouvant une augmentation considérable pour le revenu public, établir cette régie qui offrirait des garanties et des avantages aux très nombreux fumeurs du pays, ainsi qu'aux ouvriers dont détresse est lamentable, etc. »

L'on voit d'abord que le Parti ouvrier, ou tout au moins M. Volders, se soucie de voir augmenter considérablement le revenu public, c'est-à-dire le revenu du gouvernement.

Ensuite que la régie de l'État offrirait des garanties et des avantages aux fumeurs. — M. Volders, apparemment, n'a jamais été en pays soumis à la régie des tabacs ; sans cela il saurait que les fumeurs de ces pays sont littéralement empoisonnés par les tabacs de la régie (en Italie, par exemple). Et cela se conçoit : l'État ayant le monopole de la fabrication, il faut bien que les fumeurs se contentent des tabacs qu'il veut bien leur offrir.

Enfin, quant aux ouvriers, ouvrières et employés dans les manufactures gouvernementales de tabacs de l'Italie, ils sont très mal rémunérés, sont en butte à toutes les vexations des fonctionnaires de l'État, et ce sont, de tous les ouvriers, ceux qui se trouvent le plus souvent en grève.

Voilà les effets de « la monopolisation par l'État » de cette industrie, ainsi que de toute autre.

Quand les socialistes autoritaires se guériront-ils de la folie de demander l'amélioration du sort des ouvriers au despotisme, au fonctionnarisme... et aux tripotages administratifs ?

Mais — dit M. Volders — le sort des ouvriers employés aux manufactures de tabacs est très triste :

« A Bruxelles, à Gand, à Anvers et dans d'autres centres où l'on fabrique les cigares, la situation des ouvriers est désespérée. Les salaires sont avilis au dernier point et il y a des centaines d'ouvriers qui n'ont d'autres ressources que ce qu'ils touchent de la caisse des syndicats ».

Nous le savons bien ; et nous savons aussi qu'une des causes de l'avilissement des salaires en cette branche de l'industrie est l'emploi en nombre de plus en plus grand de femmes et des enfants. Mais il en est de même dans les pays où l'État a monopolisé la fabrication : en Italie, les ouvriers en tabacs sont recrutés par la régie, principalement dans le sexe féminin. Vous n'entendez que des grèves de cigarières de Naples à Turin.

Cela prouve ce que nous avons souvent dit, à savoir que ni la journée de huit heures ni d'autres mesures du même genre ne peuvent améliorer sensiblement le sort de l'ouvrier ; car il reste aux capitalistes bien des moyens de se rattraper, entr'autres un plus large emploi de femmes et d'enfants.

Si on réussissait, par la régie ou autrement, à augmenter les salaires des ouvriers cigariers de la Belgique, l'effet produit serait une diminution du nombre des ouvriers employés en cette industrie, soit par la restriction de la production, soit par l'emploi de femmes et d'enfants en plus grand nombre, soit enfin, par l'introduction de nouvelles machines. Donc, un plus grand nombre d'ouvriers sans travail, ou du travail intermittent pour tous, du travail durant une saison, quelques mois... et puis... le chômage et la misère...

Pourquoi le Parti ouvrier ne demande-t-il pas que cette industrie soit exploitée directement par les ouvriers eux-mêmes ?

Une dernière réflexion sur ce sujet.

Le Parti social-démocrate allemand, dans le projet de nouveau programme élaboré par ses chefs, repousse toute solidarité avec les socialistes d'État et affirme que l'État détenteur des moyens de travail, l'État capitaliste et entrepreneur représenterait une réaction, non un progrès.

Il faudrait, puisqu'un Congrès socialiste international a lieu en ce moment à Bruxelles, qu'une entente se fasse sur ce point ; car enfin, il s'agit de savoir où en veulent arriver ces socialistes... rentrés et anodins ! Marchent-ils au despotisme de l'État ou à l'émancipation des travailleurs ?

MORALE ET ÉCONOMIE

Si nous nous occupons beaucoup de morale anarchiste⁽¹⁾, c'est qu'au fond, pour nous anarchistes, différents en cela des socialistes autoritaires, la question morale est tout et la question économique en est une dépendance, un corollaire.

Un des défauts de la doctrine marxiste, à notre avis, est précisément de nous parler tout le temps de salaire, de journée de travail, d'organisation de travail, et de ne pas nous faire apercevoir qu'au fond de tous ces faits économiques il y a une question éminemment morale ; qu'il s'agit moins de savoir ce que le capitaliste doit à l'ouvrier que de savoir ce que l'homme doit à l'homme.

Le temps où on prétendait résoudre la question sociale par la formule du « produit intégral du travail » est passé. Que demande l'ouvrier ? Une existence humaine à l'abri des dangers auxquels l'expose la convoitise des capitalistes, du travail modéré, non abruissant, et, par dessus tout, il demande à ne pas être exploité. Il se sent homme, l'égal de son maître, et il revendique une place dans la société qui ne laisse pas de place aux exploités.

Voilà la question morale — question vitale, fondamentale — qui surgit du fond même de la question économique.

Marx et ses disciples ont été évidemment fourvoyés par l'étude de l'économie politique : tout en la réfutant, ils ont contracté l'habitude de regarder les rapports économiques comme une question de tant pour tant (d'équivalents, dit Marx) de valeur. Au fond, et tout partisan qu'ils soient de l'abolition de la propriété individuelle, ils en sont encore à la religion du *mien* et du *lien*, à l'idée que se faisaient les juristes romains de la justice distributive : à chacun ce qui lui est dû.

La grande énigme qui fatiguait les économistes, c'était la valeur, la mesure des échanges ; et, pour Marx et son école, le problème à résoudre c'était aussi de trouver la juste mesure de tous les travaux intellectuels et manuels pour attribuer exactement à chaque travailleur le revient de son travail ou un corespectif.

Rien de plus utopique ; rien de plus contraire à la nature des choses et de l'homme. Si les hommes se laissaient guider dans leurs rapports par des calculs aussi égoïstes, si chacun avant de bouger un bras voulait s'assurer qu'il serait seul à jouir des fruits de son travail ou qu'on l'indemniserait exactement de tout le bénéfice qu'il serait obligé de partager avec d'autres, la société humaine serait impossible. Impossible de déterminer la valeur respective de travaux différents ; impossible de prévoir l'utilité future qui se dégagera d'un travail fait pour satisfaire des besoins présents ; impossible enfin, et même immoral, de dire à un homme qui a faim : tu ne mangeras pas, parce que tu n'as pas travaillé, et vice-versa à un homme qui a travaillé : tu n'as pas faim, mais tu mangeras quand même.

Nous le répétons : la question sociale est avant tout une question morale.

Les économistes eux-mêmes, lorsqu'ils veulent justifier le prélèvement du capitaliste sur les produits du travail, n'invoquent-ils pas en sa faveur trois vertus : l'épargne, le risque et l'habileté ?

Seulement, la vraie notion morale leur faisant défaut, ils n'ont guère soin d'approfondir la nature et l'arrière-pensée, pour ainsi dire, de ces « vertus ».

Est-ce une vertu que d'épargner, ou est-ce un vice ? Cela dépend du but de l'épargne.

Épargner pour exploiter ses semblables, pour accumuler de la richesse destinée à protéger l'oisiveté des héritiers, pour se vautrer dans le luxe en contemplant le spectacle de la misère et du dénûment — voilà, d'après nous, ce qui est immoral.

Il en serait tout autrement si l'on épargnait dans le but d'entreprendre une chose utile à l'humanité : recherches scientifiques, voyage d'exploration, mission civilisatrice, etc.

Il en est de même pour le risque.

Le jeu de hasard est un vice : la spéculation des boursicotiers est un brigandage de la pire espèce, ou plutôt de l'espèce mauvaise. L'usurier, qui, en prêtant son argent à cent pour cent risque parfois de n'être pas remboursé,

(1) Rappelons, incidemment, l'excellente brochure de Kropotkine à ce sujet, une des publications les plus originales de ces derniers temps.

n'en est pas moins l'être le plus repoussant de la création, tout comme le capitaliste qui organise des réclames collectives pour débiter une marchandise falsifiée ; en somme, tous ces gens-là risquent... comme le voleur risque, en volant, d'être pincé.

Ce risque-là ne mérite aucune récompense, bien au contraire.

Du reste, si le capitaliste risque parfois l'argent qu'il a accumulé par de précédentes exploitations, l'ouvrier risque sa vie de mille manières ! Mais ce risque-là n'est pas récompensé : car, si on voulait en tenir compte dans la répartition des produits du travail, quel est celui qui devrait posséder des villas et des équipages, du mineur vivant au fond du puits ou de l'oisif et insoucieux actionnaire ?

Venons-en à l'habileté :

Remarquons que c'est toujours d'une question morale qu'il s'agit. Le travail du capitaliste ne se mesure ni à la journée, ni à l'heure, comme celui de l'ouvrier ; pas même à la richesse réelle qu'il produit, mais au bénéfice qu'il rapporte au capitaliste même. L'habileté peut consister à exploiter à blanc des ouvriers, à ruiner des concurrents, à dépouiller des « gogos », à affamer des populations entières.

Voilà encore une vertu qu'on récompense aujourd'hui par des millions d'écus et qui mériterait tout au moins le gibet à ceux qui la pratiquent.

La morale actuelle est fautive et c'est parce que la morale actuelle est fautive, ou plutôt parce que nous manquons entièrement de notion morale, que l'exploitation de l'homme par l'homme est possible.

Nous manquons de notion morale universelle. La morale actuelle est une morale de classes. Chaque classe a sa propre morale : elle idéalise ses intérêts, ses vices. Le riche se croit permis des choses qu'il reproche au pauvre (par exemple l'ivrognerie) ; la qualité qu'on loue chez le bourgeois, c'est précisément l'habileté à faire de l'argent, et celle qu'on loue chez l'ouvrier c'est la soumission au patron et à l'autorité.

Le talent est admiré, même lorsqu'il est tourné au mal ; et on admire le succès encore plus que le talent.

Du reste, on a de la moralité une idée vague, générale, superficielle. « Personne ne doit voler » dit la loi, et elle ne manque pas de renforcer cet impératif catégorique par de bonnes pénalités.

Personne donc ? ni le riche ni le pauvre ? Et tous les deux, s'ils volent, sont également coupables, le millionnaire qui appauvrit un pays entier et le « sans-le-sou » qui défend son existence aux abois ?

Le mobile de l'action ne compte pour rien aujourd'hui dans l'appréciation de sa moralité. « Si vous n'aviez de quoi vivre, eh bien ! au lieu de voler, vous auriez dû vous tuer ». La vie humaine vaut moins que le droit de possession de ce qui sert à alimenter la vie humaine.

La vraie morale humaine reconnaît à tout homme le droit à une existence humaine, à développer toutes ses facultés physiques et intellectuelles. Elle n'admet pas de subordination entre les travaux ni entre les hommes. Elle mesure la part que l'individu doit prendre des produits du travail, non pas aux forces plus ou moins grandes dont la nature l'a doué, mais à ses besoins.

C'est la morale anarchiste ; et, bon gré mal gré, c'est sous cet aspect que la question sociale se présente aujourd'hui ; c'est au nom de cette morale que la Révolution sociale se fera, et ce sera sur la base de la même morale que sera fondée la société future.

Une Institution qui s'écroule.

C'est l'armée.

Voici ce qui vient d'arriver en Italie :

Il y a quelque temps, en ce pays, l'armée était l'objet d'un culte aveugle. On ne se rassasiait de la proclamer incorruptible. On n'y voyait que de la vertu, du sacrifice, de l'héroïsme.

Il a fallu bien des scandales et bien des crimes pour que la nation se ravisa.

Mais aujourd'hui la désillusion est générale.

On a vu récemment, en Afrique, des généraux italiens adjudger à l'enchère des femmes enlevées aux tribus arabes. On a vu des officiers supérieurs ordonner et accomplir des massacres de prisonniers, tuer, sous prétexte de trahison, des Arabes riches pour s'en attribuer les dépouilles.

On en a vu, qui, de connivence avec les fournisseurs, volaient le gouvernement.

On a vu, au 1^{er} mai, les officiers se ruer sur des citoyens inoffensifs et les massacrer sans pitié.

On en a vu qui étaient associés à des maisons de jeu et de prostitution.

Toutes les fois que la presse révélait un fait qui était de nature à compromettre la considération de l'armée, des officiers venaient provoquer en duel les directeurs des journaux en question et, par ce moyen ou par d'autres violences, étouffaient les révélations ou « sauvaient le prestige ».

Dernièrement, quatre journaux bourgeois ont été à la fois l'objet de telles provocations. Le procédé devenait insupportable; un journal de Bologne a voulu y mettre un terme.

Ce journal, rédigé par des jeunes gens dont les principes se rapprochent beaucoup des nôtres, a dénoncé deux faits des plus récents :

500 soldats étant tombés inanimés à la suite d'une marche forcée à Empoli, les officiers ont insulté les citoyens qui voulaient prêter secours à ces malheureux.

Cinq soldats, coupables d'avoir écrit une lettre de congratulation à un ami qui venait de donner un nom révolutionnaire à son enfant nouveau-né, ont été arrêtés, frappés et envoyés à la compagnie de discipline.

Provoqué, le directeur du journal a déclaré qu'il ne se battrait pas avec des gens qui font du maniement des armes une profession. Nous attaquons l'institution, a-t-il dit, et nous ne permettrons pas que la vérité soit étouffée par la violence.

Les officiers ne démordirent pas de leur système. L'un d'eux attendit le directeur du journal dans la rue et se jeta sur lui à l'improviste, essayant de le frapper. Mais le journaliste le jeta par terre, lui enleva son sabre et lui en appliqua quelques coups dans le dos.

Pour venger cette correction méritée, plusieurs officiers se rendirent un soir à un théâtre où ils croyaient trouver le journaliste en question. Ne l'ayant pu trouver, ils se livrèrent à des actes de furie contre les personnes du théâtre; on les tua et une bagarre s'ensuivit.

Quelques jours après, des faits plus graves encore se produisirent. Des agents de police s'étant emparés d'un manifestant récalcitrant, ils le traînèrent dans une caserne où des officiers tombèrent sur lui et même sur les agents et les blessèrent grièvement à coups de sabre.

Inutile de dire l'impression que ces faits ont produit à Bologne et dans toute l'Italie. Des manifestations ont lieu tous les jours contre l'armée. Les journaux ont cessé de parler des « soutiens de la patrie ». Le prestige de l'institution est fini.

L'armée — c'est-à-dire le corps des officiers — voilà l'ennemi!

Dans les prochaines luttes du Peuple pour son émancipation, les soldats seront avec le Peuple.

Choses et autres.

Vol de cinquante millions. — La discussion sur les crédits militaires à la Chambre, a amené d'intéressantes révélations.

Il s'agit des fameuses fortifications de la Meuse, qui devaient coûter 24 millions de francs, « pas un sous de plus », et qui en ont coûté 71 et en coûteront définitivement peut-être 84.

Les entrepreneurs français, qui sont en très bons rapports avec l'administration, ont reçu toutes sortes de faveurs; pour augmenter leurs bénéfices on a même modifié le cahier des charges.

La Chambre, après avoir exhalé ses plaintes, a naturellement voté le crédit demandé par le gouvernement: seulement, au lieu de 14.000.000 de frs. elle en a accordé 13.900.000.

Voilà à quoi sert d'avoir un Parlement.

Les exploits de la police. — A Forest, une de ces dernières nuits, le commissaire de police et quatre agents aperçurent deux individus, dont l'un était porteur d'un sac. Cela suffit pour que les gardiens de l'ordre se missent à la poursuite des deux « dangereux criminels », et, ne pouvant les atteindre, tirassent sur eux des coups de revolver. Un des fuyards eut le pied droit traversé d'une balle et tomba en poussant des cris de douleur. Le

sac que le « malfaiteur » avait abandonné contenait une dizaine de lapins fraîchement tués.

Pour une dizaine de lapins on tue presque un homme — et les journaux bourgeois (*Le Soir* et autres) appellent « héros » l'agent meurtrier!

Un beau type de bourgeois. c'est ce millionnaire de Paris qui s'amusait, les après-midi, à enfoncer des épingle dans le corps des jeunes filles que la misère amenait à se livrer à lui. Quelquefois il frappait ses victimes à coups de martinet, il les épilait; et quand elles n'en pouvaient plus, qu'elles étaient épuisées, il les obligeait à danser autour de lui une sarabande échevelée.

Et pour torturer ainsi des filles, Bloch, le richissime, leur donnait, à grand-peine, quarante francs à chacune.

Celle de ses victimes qui a dénoncé le sadique bijoutier, Claudine Buron, a fait une déposition que reproduisent tous les journaux de Paris et qui en dit long sur cette ignoble affaire :

« J'ai été abandonnée par mes parents, et j'ai à ma charge mon petit frère. Je vendais des fleurs. Dans le faubourg Montmartre, je rencontrais souvent un monsieur (c'est le prévenu), qui, aux heures de sortie des ateliers, parlait aux ouvrières.

« Un jour, en novembre dernier, je n'avais pas mangé depuis deux jours, une de mes amies, M^{lle} Eugénie (on n'a pas retrouvé cette amie), m'a dit : « Tu n'es pas heureuse, tu es sans ressources; eh bien! écoute, viens avec moi, je te conduirai chez une dame où tu rencontreras un monsieur, et, ce soir, tu auras de l'argent ». Je me décidai le jour même.

« Chez cette dame (la dame Marchand), j'ai attendu une demi-heure; M. Bloch, le monsieur qui parlait aux couturières dans la rue, est arrivé. Nous étions trois dans une chambre : une jeune fille dont je ne connais pas le nom, une rouge qui avait des humeurs froides; une nommée Marthe Lys et moi. Sur l'ordre de M^{me} Marchand, nous nous sommes présentées toutes trois dévêtues devant M. Bloch; elle nous avait auparavant distribué des mouchoirs, des sables d'épingles et des martinets. Marthe Lys, qui connaissait déjà M. Bloch, m'a dit : « C'est le loufoque, l'homme aux piqures ».

« Nous avons été introduites dans une chambre voisine où il était. Il nous a regardées, nous a fait asseoir les unes après les autres, puis il a pris de petites épingles, très minces, et, s'avançant vers moi, m'en a enfoncé une certaine dans les seins et par tout le corps; ensuite, il m'a dit de me tenir debout, m'a fixé aux seins un mouchoir avec des épingles, et quand il a été bien attaché, me l'a arraché d'un seul coup.

« Cette scène s'est renouvelée deux fois dans la même journée. Cela a duré en-tout cinq ou six heures! De une heure un quart de l'après-midi à six heures et demie, sept heures.

« Ensuite, je me suis donnée à lui. »

Ce fou dangereux, dit la *Réforme*, mériterait d'être enfermé dans une maison de santé.

Il y aurait pourtant une manière fort simple de le guérir de sa folie : ce serait de lui arracher ses millions, ainsi qu'on devrait le faire à tous les millionnaires qui font de leur richesse un usage pas beaucoup plus propre que lui.

L'argent, voilà la cause de tous les crimes.

Mouvement international.

Belgique. — Comme nous le disons plus haut, notre camarade Merlino a été réexpulsé de la Belgique. Il a été dirigé sur Londres, mardi.

Nous n'en dirons pas plus aujourd'hui, nous réservant s'il y a lieu de revenir sur les incidents ou les indiscrétions qui ont précédé cette mesure.

— Le compagnon Bardin Joanny, habitant Verviers, a dû quitter le pays.

Aucun motif plausible ne justifie la mesure prise à son égard. Nous avons reçu, à ce sujet, une lettre de Verviers que nous publierons la semaine prochaine, si l'espace nous le permet.

— Les camarades de Wanfercée-Baulet nous envoient une lettre dans laquelle ils protestent contre les paroles prononcées par Basile Defnet. Ils trouvent que l'épithète de mouchard convient mieux aux messieurs qui échanagent des poignées de mains avec le duc d'Ursel ou avec Cobourg.

C'est également notre avis.

France. — Brisset et Moru, qui avaient été arrêtés à la suite de deux attentats à la dynamite commis dernièrement à Nantes, viennent d'être remis en liberté.

Alsace-Lorraine. — A Sarreguemines, un malheureux

vieillard âgé de soixante-quatorze ans, et sa femme âgée de soixante-neuf ans, qui habitent le pays depuis leur naissance et ne l'ont jamais quitté, viennent d'être brutalement expulsés par les autorités allemandes, sous prétexte qu'ils entretenaient des correspondances avec leurs enfants qui habitent les uns Paris, les autres Reims et Dijon.

— Cinquante-huit jeunes gens nés en 1855-1868 dans l'arrondissement de Metz-ville et qui faisaient partie de la réserve ou de la landwehr, sont cités à comparaître, le 18 septembre, devant le tribunal correctionnel de Metz, sous l'inculpation de s'être soustraits, par l'émigration, à l'obligation de servir dans l'armée allemande.

Suisse. — Les réfugiés russes à Genève publient un manifeste désapprouvant le Congrès de Bruxelles.

Parmi les signataires, nous remarquons notre camarade Kropotkine.

Italie. — *Le procès des anarchistes de Jesi à Ancone.*

— Le tribunal correctionnel d'Ancone vient de rendre son arrêt dans un procès qui passera dans l'histoire sous le titre de procès des anarchistes de Jesi. On compte, dans les Romagnes et dans les Marches, un grand nombre de villes qui sont de véritables pépinières d'anarchisme. La ville de Jesi est de ce nombre. Les prévenus qui ont figuré dans ce procès étaient au nombre de dix-neuf et leur âge variait de 22 à 44 ans. Ils appartenaient à la classe ouvrière ou à celle des petits employés et de la petite bourgeoisie. Onze avocats siégeaient à la barre.

Les prévenus étaient accusés d'appartenir à une société de malfaiteurs qui, sous le couvert de l'anarchie, se proposait de commettre toutes sortes de méfaits contre l'administration de la justice, contre la paix publique non moins que contre la propriété et la vie des particuliers.

Contadini, qui passait pour leur chef, avait reçu, paraît-il, de l'étranger, des brochures incendiaires, des écrits subversifs et des manuels indiquant la manière de fabriquer les matières explosibles et de s'en servir. On les avait aussi accusés d'avoir fait éclater, dans la soirée du 8 mai dernier, une bombe Orsini devant le bureau de police, mais la Chambre des mises en accusation a dû écarter ce grief, faute de preuves suffisantes, et n'a retenu que le délit d'association dans un but criminel.

Au banc de la présidence, on voyait les corps de délits, c'est-à-dire un poignard et une série de pamphlets révolutionnaires saisis chez Contadini au moment de son arrestation.

Toutes les dépositions ont été favorables aux prévenus, à l'exception de celles des fonctionnaires publics.

Malgré ces circonstances et les plaidoyers éloquentes de la défense, quatre seulement des accusés ont été acquittés. Contadini en a eu pour trente mois de réclusion; les autres ont été condamnés à des peines qui varient de un an à dix mois de réclusion, plus à la surveillance de la police en proportion de la peine subie.

Le public qui assistait aux débats a accueilli ce jugement avec des mouvements de désapprobation, et quelques sifflets ont troublé la majesté du prétoire; mais la salle d'audience était occupée militairement par un grand nombre de carabiniers qui l'ont fait évacuer immédiatement, pendant qu'on reconduisait les condamnés en prison.

COMMUNICATIONS & CONVOCATIONS

Lundi 24 août, à la Colline, rue de la Colline, réunion contradictoire.

Ordre du jour : Organisation libre.

Tous les anarchistes de Bruxelles et des faubourgs sont priés d'y assister.

— Nous recevons la communication suivante que nous nous faisons un plaisir d'insérer :

Chers camarades,

Si par votre intelligence vous savez reconnaître que nos amis Decamps, Dardare et Leveillé ont bien agi en se défendant, comme ils l'ont fait dans cette journée du 1^{er} mai, contre une bande d'assassins costumés en gendarmes et agents de police, envoyez-nous des sous en quantité pour que nous puissions faire paraître par milliers des manifestes qui montreront à toute la population européenne que nos amis étaient en état de *légitime défense* et que nous saurions en faire autant en pareil cas.

Envoyez l'argent au compagnon Mathieu, rue Montmartre, à Saint-Ouen, près de Paris, ou au compagnon Boutteville, 20, rue Brise-Échalas, à Saint-Denis, près de Paris.

Editeur : F. PINTELON, rue de Tilly, 22, Bruxelles.

Bruxelles. — Imp. M. NEEFS, rue de Ruysbroeck, 24.